

## EMPLOI

## Le congé de maternité pourrait être mieux protégé

La Ligue des familles se réjouit mercredi d'un avis rendu la veille par le Conseil national du travail (CNT), qui réunit employeurs et travailleurs, sur le congé de maternité. Le CNT a souscrit à l'objectif de trois propositions de lois visant à ce que le congé de maternité ne soit plus raboté en cas d'incapacité de la femme enceinte dans les six semaines avant l'accouchement.

La Ligue des familles dénonce depuis longtemps que lorsqu'une femme enceinte est écartée dans les six semaines qui précèdent l'accouchement, elle voit son congé de maternité raboté. Les jours pris avant la naissance sont décomptés du congé postnatal.

Les partenaires sociaux, réunis au sein du CNT mardi, ont indiqué souscrire à l'objectif de trois propositions de loi visant à « rendre possible la prise effective des 15 semaines de congé de maternité en cas de jours d'incapacité de travail pendant le



1 femme sur 10 voit son congé de maternité raboté, selon la Ligue des familles.

congé prénatal». Ils se sont engagés à élaborer, dans la première moitié de l'année 2020, « une proposition concrète » et examineront la « possibilité de reporter, par phases, les jours d'incapacité de travail pendant le repos prénatal au repos postnatal ».

La Ligue des familles espère que « ce nouvel élément [...] permettra d'enfin changer la donne ». Elle appelle le prochain formateur fédéral ou les députés fédéraux à s'emparer de la question « immédiate-ment ». ■

## ENTREPRISES

## Le nouveau CEO de Proximus victime d'une « confusion » ?

Guillaume Boutin aurait bien tous les diplômes exigés par sa fonction. Mais aurait été victime d'une erreur matérielle.

Le nouveau CEO de Proximus, Guillaume Boutin, n'est pas titulaire d'un « executive MBA » de la prestigieuse INSEAD, près de Paris, comme avait indiqué l'entreprise lors de l'annonce de sa nomination en novembre. Cette mention relève d'une erreur de communication, tente de justifier Proximus, qui assure que tous les diplômes du quadragénaire français ont été contrôlés dans le cadre de sa désignation.

Vérifiés par un cabinet de chasseurs de têtes

Un député N-VA a demandé que la clarté soit faite sur ce point à la suite d'un article du magazine Trends rapportant que Proximus avait adapté les



Le quadragénaire français est déjà dans l'œil du cyclone moins d'un mois après sa nomination.

Photo News

informations sur le cursus de son nouveau CEO sur son site internet.

Guillaume Boutin n'est effectivement pas titulaire d'un « executive MBA » de l'INSEAD, à Fontainebleau, comme indiqué initialement. Il a seulement suivi, au sein de l'Institut, une formation plus courte destinée aux managers de Vivendi à l'époque où il occupait ce poste.

Proximus affirme que cette confusion est due à une « erreur matérielle » de son département communication. L'entreprise ajoute que tous les diplômes du nouveau CEO ont été contrôlés par un cabinet de chasseur de têtes. Des vérifications qui avaient déjà été effectuées par un autre cabinet lors de son recrutement comme Chief Consumer Market Officer en 2017, assure-t-on. ■

**l'avenir**  
DIGITAL+

**PROMO**  
19€  
**10€**  
par mois  
pendant 10 mois

J'en profite sur [lavenir.net/10mois](http://lavenir.net/10mois)

BIJSPOL

## EMPLOI

## Unia veut davantage de diversité

Favoriser la diversité au travail, c'est l'objectif de l'accord signé mercredi à Bruxelles par les huit organisations d'employeurs (Beci, FEB, UCM, Unisoc, Unizo, UWE, Voka et Boerenbond) et Unia, le Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.

Partage de bonnes pratiques et politique de diversité sur mesure doivent déboucher sur un marché de l'emploi plus représentatif de la société et des besoins de la population, espèrent les parties.

Alors que 5,3 % de la population âgée de 20 à 64 ans est au chômage et 25,7 % inactive, selon les chiffres de



StockStudio - stock.adobe.com

La FEB et l'Unia se sont entendus pour tendre vers plus de diversité au travail.

Statbel pour le premier semestre 2019, les entreprises pointent des difficultés à recruter. Certains groupes de la société sont en effet moins intégrés sur le marché de l'emploi. « C'est le cas

des femmes, des jeunes, des personnes qui réintègrent le marché du travail, des personnes âgées, des personnes handicapées et des personnes d'origine étrangère », énumère Patrick Charlier, directeur d'Unia. Pour augmenter le taux d'activité, « nous avons donc besoin de tous les talents disponibles », insiste Monica De Jonghe, directrice générale de la FEB.

Par cet accord, les employeurs et Unia s'engagent à travailler sur quatre axes. L'éducation, l'orientation et la formation constituent le premier pilier. Suivent l'échange d'expertise juridique, la coopération politique et une communication commune. ■